

LA NORVÈGE

Article « Politique en Norvège », wikipedia, consulté le 07/07/2021

La Norvège est une monarchie constitutionnelle à tendance parlementaire.

La famille royale, originaire du Schleswig-Holstein, descend de la famille princière de Glücksbourg. Le roi ne joue pour l'essentiel qu'un rôle honorifique, mais il constitue un symbole fort d'unité nationale et reste tout de même à la tête de l'Église de Norvège. Bien que la constitution de 1814 lui accorde d'importantes prérogatives dans le domaine de l'exécutif, ces dernières sont presque toujours exercées en son nom par le gouvernement.

Le gouvernement est composé du premier ministre et de l'équipe ministérielle, tous nommés par le roi. Mais depuis 1884, l'évolution parlementaire du régime fait que le gouvernement doit obtenir un vote de confiance du Parlement : la désignation du gouvernement par le roi n'est donc qu'une formalité, et le véritable choix appartient aux partis politiques représentés au Storting.



Le modèle scandinave ? Pas si idéal que ça, Richard Milne et Andrew Ward, *Courrier International*, 19/08/2009

(...) C'est grâce à un profond sens de l'égalitarisme, surtout dans le système éducatif, que ce modèle est possible. Jorma Ollila fait remarquer qu'il n'y a pas de classes sociales, contrairement au Royaume-Uni ou ailleurs. "Chacun a accès à une éducation de qualité, quel que soit le milieu d'où il vient. On ne regarde pas qui vous êtes, mais ce que vous pouvez apporter." Le monde du travail ne fait pas exception : la Norvège, grâce à une loi fixant un quota de femmes pour l'embauche, est le pays où celles-ci sont le plus nombreuses à occuper des postes de direction. La Suède, la Finlande et le Danemark ne sont pas loin derrière. (...)

Les salaires des cadres reflètent la même tendance. Beaucoup de sociétés scandinaves offrent à leurs dirigeants des rémunérations bien inférieures à la moyenne internationale, et ce afin d'éviter qu'il n'y ait trop d'écart entre les salaires les plus bas et les plus hauts. Les cadres suédois – les mieux payés de la région – gagnent à peine un tiers de ce que touchent leurs homologues allemands. (...)

L'absence de hiérarchie est une réalité dans les entreprises – même en haut de l'échelle. Cela s'explique en grande partie par le fait que les salariés prennent part à l'élaboration de la stratégie d'entreprise. En effet, ils siègent dans les assemblées de nombreuses sociétés scandinaves grâce à des syndicats bien implantés. (...)

Les données économiques montrent que les pays scandinaves ont, jusqu'à maintenant, fait à peine mieux, si ce n'est pire, que les États-Unis et le Royaume-Uni au cours de la crise actuelle. Les entreprises ont licencié de façon tout aussi agressive que leurs concurrents étrangers et le taux de chômage dépasse maintenant les 9 % en Suède et en Finlande.

La Scandinavie constitue d'abord un espace durablement marqué par la paix et l'essor de la liberté, peut-être le meilleur exemple des théories de la « paix démocratique » [...]. Le plus grand symbole de cet engagement est sans aucun doute la remise annuelle du prix Nobel de la paix. [...]

Cette préférence pour la paix semble avoir eu des prolongements, en politique interne, dans la propension manifeste au compromis, voire au consensus et à la paix civile. En effet, il y a eu remarquablement peu de moments révolutionnaires au cours des derniers siècles. [...]

Ces régimes ont bénéficié d'une grande stabilité institutionnelle [...]. Ces démocraties se sont distinguées par leur tradition de transparence, de respect des droits et d'innovation, ainsi que par leur faible exposition à la corruption. [...] Le dernier thème, et non le moins important, c'est évidemment la conciliation de modèles de capitalisme innovants et dynamiques avec des systèmes de sécurité sociale universalistes et extensifs, qui font que ces pays restent les plus égalitaires au monde, tout en étant aussi parmi les plus prospères.

Yohann Aucante, *Les Démocraties scandinaves*, Armand Collin, 2013.



Le modèle scandinave doit aussi faire face à la montée de partis d'extrême droite. En août 2019, Philip Manshaus, un sympathisant nazi tue sa belle-sœur chinoise puis attaque une mosquée à Oslo.

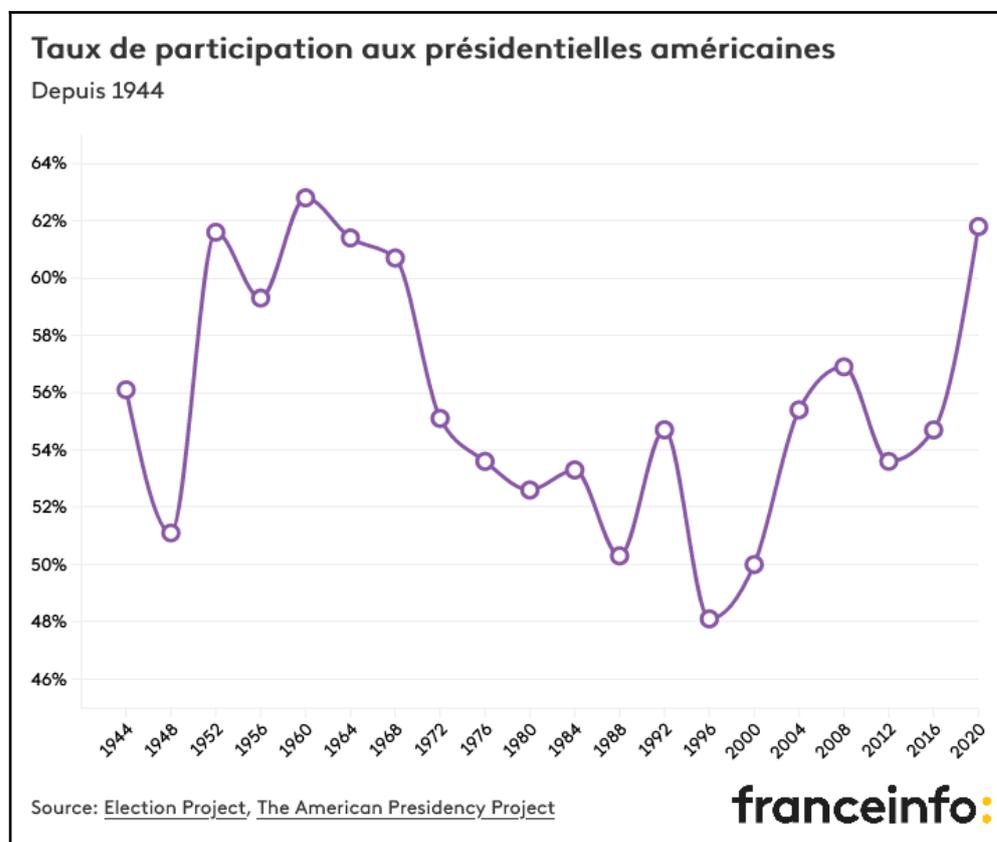
Philip Manshaus fait le salut nazi lors de son procès, 7 octobre 2019, photographie, AFP.

LES ÉTATS-UNIS

Les États-Unis, exemple d'État fédéral

Les États-Unis d'Amérique forment un État fédéral composé de 50 États fédérés. Le 50e État à avoir intégré les États-Unis est Hawaï en 1959. À l'origine, les 13 colonies britanniques qui vont donner naissance aux États-Unis s'organisent en État confédéral après la proclamation d'indépendance de 1776. Mais les difficultés de gouvernance et de cohésion de cette confédération de 13 États conduisent à l'élaboration de la Constitution de 1787 toujours en vigueur et qui font des États-Unis un État fédéral. Les « fédéralistes » ont gagné, mais la vie politique américaine reste toujours traversée par un courant défenseur du droit des États fédérés et méfiant vis-à-vis du pouvoir central de l'État fédéral. La politique extérieure, la défense, le commerce extérieur, la monnaie, le commerce entre les États fédérés sont de la compétence de l'État fédéral. Selon la Constitution de 1787, tout ce que les États fédérés n'ont pas expressément transféré à l'État fédéral est de la compétence des États fédérés, mais nombre de ces pouvoirs sont dans les faits plus ou moins partagés : justice, éducation, transports, santé, ... Chaque État fédéré a son chef de l'exécutif (le gouverneur), son parlement (congrès). Au niveau de l'État fédéral, le chef de l'exécutif est le président des États-Unis, et le congrès est composé de deux chambres. La Chambre des représentants représente les citoyens, le Sénat représente les 50 États (2 sénateurs par État, quelle que soit la taille de l'État). Les Américains sont citoyens à la fois de leur État et de l'État fédéral.

Article « Qu'est-ce qu'un État fédéral ? », Lumni, Publié le 02/02/2016, modifié le 12/11/2019.



Laïcité et liberté aux Etats-Unis

Les États-Unis (...) entretiennent depuis le début de leur histoire un lien constant avec la religion, sans que sa réalité ni son importance n'aient jamais officiellement été remises en question, ni que le concept ait été considéré comme incompatible avec la liberté des citoyens. Le document fondateur de ce pays, la Déclaration d'indépendance du 4 juillet 1776, mentionne dans son introduction le «*Dieu de la nature*» et le «*Créateur*».

Plus récent et, pour des Français laïques, plus surprenant, la devise officielle des États-Unis, «*In God We Trust*» («*Nous avons foi en Dieu*»), a été adoptée en... 1956, remplaçant l'ancienne devise *E pluribus unum* («*Un seul à partir de plusieurs*»), qui elle datait de 1782. Elle figure sur les billets américains depuis 1957. Et le serment d'allégeance que prêtent les écoliers américains tous les matins à leur drapeau comporte aussi une mention divine, celle d'«*une nation unie sous l'autorité de Dieu*». Cette crise de foi datant des années 1950 et du mandat d'Eisenhower coïncide avec l'apogée de l'anticommunisme, doctrine athée par excellence. Les États-Unis semblent s'être enfoncés dans la religiosité par réaction contre le camp d'en face.

Enfin, il est d'usage que chaque nouveau président américain prête serment sur une Bible, sans que ce soit une obligation. La coutume fut lancée par le tout premier, George Washington, qui embrassa ensuite le livre sacré. Eisenhower rompit la tradition du baiser en choisissant de réciter une prière à la place et, en 1901, Théodore Roosevelt prêta serment sans Bible. Deux présidents américains, John Quincy Adams et Franklin Pierce, prêtèrent serment sur des livres de loi.

Or, cette tradition de religiosité est intimement liée avec l'autre principe fondateur des États-Unis: la liberté. Parce que les premiers colons avaient fui l'Europe pour exercer leur liberté de culte, parce que la révolution américaine s'alluma suite à un désir de s'affranchir du joug (notamment fiscal) de l'Angleterre, la liberté, incarnée par le premier amendement de la Constitution américaine (liberté d'expression et de religion) et le deuxième (liberté de porter des armes), est le socle du pays. Pour les Américains, tout ce qui entrave ou limite cette liberté est une agression à l'encontre des principes fondateurs du pays et il n'y a aucun paradoxe entre sa protection et l'exercice d'une religion, quelle qu'elle soit, qui s'inscrit dans son cadre.

« Pourquoi l'Amérique ne comprend pas la laïcité à la française », Bérengère Viennot, Slate.fr, 25 septembre 2016.



Des partisans du président américain Donald Trump, issus pour la plupart des mouvances suprémacistes et complotistes d'extrême droite, dont certains arboraient tenues paramilitaires et drapeaux confédérés, ont semé le chaos au Congrès américain, mercredi 6 janvier 2021, refusant d'accepter la défaite de leur candidat à l'élection présidentielle.

Dessin de Pierre Kroll, pour Cartooning for Peace.

Black Lives Matter : le mouvement de protestation le plus massif de l'histoire des États-Unis ? *Courrier International*, Publié le 09/07/2020, source *The New York Times*

Entre 15 et 26 millions d'Américains ont participé aux récentes manifestations contre le racisme et les violences policières dans tout le pays. Ce qui en fait probablement le mouvement de protestation le plus important de l'histoire des États-Unis, souligne le *New York Times*.

Le pic de mobilisation du mouvement Black Lives Matter a été atteint le 6 juin, souligne le *New York Times* : “Ce jour-là, un demi-million de personnes ont défilé dans plus de 550 villes aux États-Unis.” Et il ne s'agissait que d'une seule journée “dans un mouvement de protestation qui a duré plus d'un mois et continue aujourd'hui”, rappelle le quotidien. Dans un article basé sur des résultats de sondages, des estimations de comptage des foules et richement illustré par des cartes interactives et des graphiques, le quotidien new-yorkais souligne “l'échelle extraordinaire” du mouvement. À travers tous les États-Unis, il y a eu au moins 4 700 manifestations, soit une moyenne de 140 par jour depuis la première manifestation à Minneapolis le 26 mai, au lendemain de la mort de George Floyd.”

Un point de bascule

Ces manifestations, inégales en taille (de quelques dizaines de participants à des dizaines de milliers), “ont concerné quelque 2 500 petites et grandes villes”. Une distribution géographique qui montre “l'importance du soutien exprimé au mouvement Black Lives Matter”.

Données à l'appui, le quotidien new-yorkais insiste également sur la diversité des lieux de mobilisation : “Plus de 40 % des comtés du pays ont vu des manifestations se dérouler et, contrairement aux mobilisations antérieures liées au mouvement Black Lives Matters, 95 % de ces comtés étaient à majorité blanche.” Quant au profil des manifestants eux-mêmes, le mouvement semble attirer majoritairement des personnes “plutôt jeunes et plutôt aisées”.

Interrogé par le journal, Douglas McAdams, professeur émérite à l'université Stanford et spécialiste des mouvements sociaux, estime que cette mobilisation constitue un point de bascule : “Ces manifestations semblent parvenir à quelque chose que très peu parviennent à faire : mettre en branle une période de changement social et politique important, durable et étendu. Nous sommes en train de vivre un tournant – c'est rare dans une société et cela aura sans doute des conséquences.”

LA CORÉE DU NORD

République populaire démocratique de Corée - Constitution du 5 septembre 1998. (version de 2009)

Préambule.

La République populaire démocratique de Corée est la patrie socialiste (..) incarnant les idées et les directives du Président Kim Il Sung, grand Leader.

Le Président Kim Il Sung, grand Leader, est le fondateur de la République populaire démocratique de Corée et de la Corée socialiste. (...)

« Le peuple est mon dieu », telle était la devise du Président Kim Il Sung. Toujours proche du peuple, il lui a consacré toute sa vie et, grâce à sa politique de bienfaisance, a pris soin de lui et l'a formé, transformant ainsi la société tout entière en une grande famille monolithique.

Le Président Kim Il Sung, grand Leader, est le Soleil de la nation et le symbole de la réunification du pays. Il a érigé la réunification du pays en tâche suprême de la nation et s'est dépensé sans compter pour la réaliser. Il a, d'une part, transformé la République populaire démocratique de Corée en un puissant bastion de la réunification du pays et, d'autre part, a ouvert la voie de la réunification par l'union des forces de la nation, en définissant les principes et les moyens fondamentaux de la réunification et en étendant à toute la nation le mouvement en faveur de cette cause.

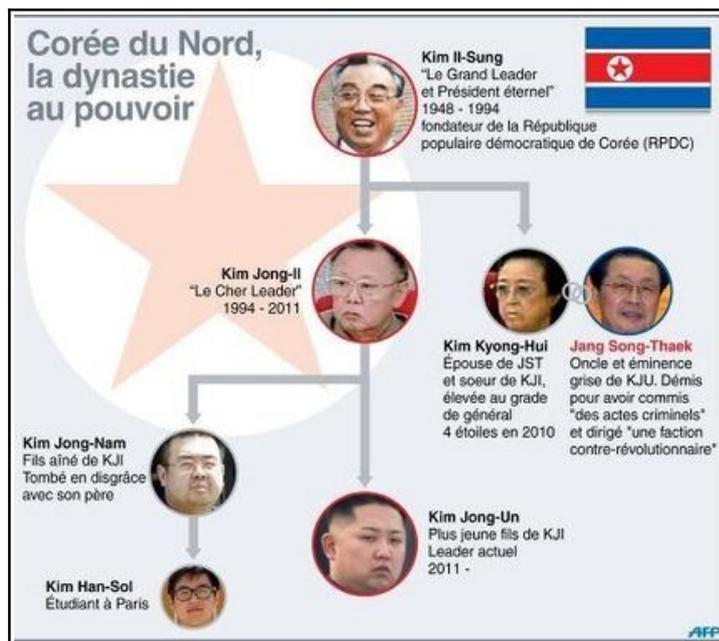
Le Président Kim Il Sung, grand Leader, a établi les idées fondamentales inspirant la politique extérieure de la République populaire démocratique de Corée, base sur laquelle il a érigé et développé les relations extérieures du pays et accru notablement le prestige du pays sur le plan international. Doyen de la politique mondiale, il a inauguré une époque nouvelle, celle de l'indépendance, a déployé tout son dynamisme pour le renforcement du mouvement socialiste et du mouvement de non-alignement, pour la paix mondiale et l'amitié entre les peuples, et a fait un immense apport à la cause de l'émancipation de l'humanité.

Le Président Kim Il Sung avait le génie de la pensée et de la théorie ainsi que de l'art de la direction. Il était un invincible commandant à la volonté de fer, un grand révolutionnaire et homme politique autant qu'un grand homme.

Les éminentes idées du Président Kim Il Sung et ses réalisations sans prix en tant que Leader sont un trésor de la révolution coréenne et un gage de prospérité fondamental de la République populaire démocratique de Corée.

La République populaire démocratique de Corée et le peuple coréen sous la direction du Parti du travail de Corée honoreront éternellement le camarade Kim Il Sung, grand Leader, comme Président de la République, défendront et développeront ses idées et ses hauts faits pour mener jusqu'à son achèvement l'œuvre révolutionnaire Juche.

La Constitution socialiste de la République populaire démocratique de Corée est la Constitution Kim Il Sung, consécration légale de la pensée Juche et des éminents mérites du Président Kim Il Sung dans le domaine de l'édification de l'État.



Corée du Nord: des violations des droits de l'homme condamnées à l'ONU, 14/11/2017, rtbf.be

La commission des droits de l'homme de l'Assemblée générale des Nations unies a condamné mardi la Corée du Nord pour ses violations des droits de l'homme, dressant un parallèle entre la malnutrition des Nord-Coréens et les programmes balistique et nucléaire de Pyongyang.

Cette condamnation figure dans une résolution non contraignante adoptée par la commission et qui sera débattue en décembre en session plénière de l'Assemblée générale.

Proposée par l'Union européenne et le Japon, la résolution condamne la Corée du Nord "*pour affecter ses ressources à la poursuite de ses programmes d'armes nucléaires et balistiques aux dépens du bien-être de sa population*".

Le texte évoque "*une très sérieuse inquiétude*" face au recours par Pyongyang à la torture, aux exécutions sommaires, aux détentions arbitraires et à l'enlèvement de ressortissants étrangers à l'intérieur et à l'extérieur de la Corée du Nord.

L'ambassadeur nord-coréen Ja Song Nam a indiqué que son gouvernement "*rejette catégoriquement*" cette résolution, estimant qu'il s'agit d'une manœuvre pour discréditer le régime de Pyongyang.

La résolution de la commission des droits de l'homme critique aussi la suspension depuis octobre 2015 des réunions de familles vivant dans les deux Corées.

«Nous ne baisserons jamais les bras.» Des militants nord-coréens se battent depuis l'étranger pour les droits humains dans leur pays

8 août 2019, amnesty.org, consulté le 07/07/2021

Ji Cheol-ho et Kim Keon-woo ont tous deux, séparément, entrepris un périlleux périple pour échapper à la violence de la vie quotidienne en Corée du Nord et trouver un avenir meilleur. Les deux hommes consacrent désormais leur temps à travailler pour Now Action for Unity and Human Rights (NAUH), une ONG basée à Séoul qui milite pour la défense des droits humains en Corée du Nord et aide les personnes qui s'enfuient. (...)

Ji : J'ai fui la Corée du Nord en 2006 avec ma mère et mon frère. J'avais 22 ans. Notre père était censé nous rejoindre plus tard, mais je ne l'ai jamais revu. On nous a dit qu'il avait été capturé, torturé et qu'il était mort en Corée du Nord. Cette année, j'ai pu raconter notre histoire devant les Nations unies et demander au régime nord-coréen de rendre des comptes pour les atteintes aux droits humains commises contre son peuple et ceux qui recherchent une vie meilleure. Ce fut pour moi une occasion inespérée.

Kim : Ma famille était relativement aisée en Corée du Nord, mais nous avons tous souffert de la Grande famine des années 1990. Il n'y a pas eu de distribution de nourriture au cours des six mois qui ont précédé le départ de ma famille. J'avais 11 ans lorsque ma mère m'a dit : « Allons dans un endroit meilleur où nous trouverons à manger ». Et nous avons fui en 1998. (...)

Ji : Malgré la pénurie de nourriture, à l'école on nous apprenait que la Corée du Nord est le meilleur pays du monde. J'étais conditionné et je le croyais. J'ai eu mon diplôme et un emploi, mais je me suis retrouvé à lutter pour m'acheter à manger. À 17 ans, je ne mesurais que 1,10 m à 1,20 m. Je mangeais tout ce qui passait à ma portée, même de l'écorce d'arbre. J'ai commencé à me demander si c'était vraiment le meilleur qu'un pays puisse offrir à sa population. Mon frère et moi avons fui en Chine, puis nous nous sommes séparés, sachant qu'ensemble, nous avions plus de chances de nous faire prendre. Nous espérions nous retrouver en Corée du Sud, sans savoir si c'était la dernière fois que nous nous voyions. Pendant 15 jours, j'ai pris de nombreux bus et parcouru des forêts pour tenter de gagner la Corée du Sud en traversant l'Asie du Sud-Est. Chaque fois que quelqu'un me parlait en chinois, je me contentais de sourire, espérant que tout irait pour le mieux.

J'avais tellement de choses à intégrer lorsque je suis arrivé à Séoul. Ma première impression ? La fraîcheur dans l'aéroport. Je me souviens de l'air frais. J'étais bouleversé lorsque j'ai retrouvé mon frère et ma mère, qui étaient déjà arrivés en Corée du Sud. Pendant ma première semaine à Séoul, je ne savais que faire de ma nouvelle liberté. J'ai dormi pendant une semaine. J'ai utilisé ma liberté pour dormir ! Ensuite, j'ai décidé de dire oui à tout ce que j'avais envie de faire. Je voulais étudier. C'était la liberté.

Kim : Ce que j'ai trouvé vraiment incroyable dans ma vie à Séoul, c'est que j'étais libre d'aller où bon me semblait. En 2011, à l'université, j'ai été présenté à Ji Seong-ho, fondateur de NAUH. Cela peut paraître étrange, mais je ne savais pas grand-chose à propos des atteintes aux droits humains en Corée du Nord. J'avais vu deux exécutions publiques quand j'y vivais, mais j'étais si jeune quand nous sommes partis, je ne comprenais pas ce que cela signifiait. Par curiosité, je suis allé à l'une des réunions de NAUH. C'est à ce moment-là que j'ai réalisé que ma famille aurait pu être victime de ces violations. (...)

LE BRÉSIL

Brésil : donné perdant à la présidentielle de 2022, Jair Bolsonaro fait planer une menace sur la tenue de l'élection, *Le Monde*, Bruno Meyerfeld, 31 juillet 2021.

Il avait promis de lâcher une « bombe ». Pour la première fois dans son traditionnel direct hebdomadaire, ce jeudi 29 juillet, Jair Bolsonaro avait même convié la presse. Attablé à 19 heures dans la bibliothèque du palais de l'Aube, à Brasilia, entouré de ministres et de familiers, le président du Brésil affichait un air grave, à l'image du thème de la soirée : rien de moins que la présentation de preuves de supposées fraudes électorales commises lors des derniers scrutins suprêmes.

Mais la « bombe » s'est vite transformée en pétard mouillé. « *Il n'y a aucun moyen de prouver si les élections ont été ou non truquées* », a admis M. Bolsonaro. Durant deux heures, le chef de l'Etat s'est pourtant laborieusement employé à exposer ses thèses, prétendant entre autres avoir en réalité remporté dès le premier tour la présidentielle de 2018 (gagnée au second avec 55 % des voix). Au cœur des accusations : le système de vote électronique. En place au Brésil depuis vingt ans, il est suspecté par Bolsonaro d'encourager la fraude électorale.

Dans l'un de ces shows baroques dont il est coutumier, Jair Bolsonaro a donc dévoilé une succession confuse de graphiques et vidéos anciennes, amateurs, voire complotistes, censés démontrer les faiblesses du système. Parmi les sources citées par le président, on trouve ainsi, entre autres, un astrologue farfelu, spécialisé dans l'acupuncture sur arbre... Autant d'« indices », présentés sous l'œil approbateur d'un mystérieux « *analyste en renseignement* », nommé par son seul prénom d'« *Eduardo* » (en réalité, un simple colonel de réserve de l'armée...).

« *Spectacle d'horreur et de mensonge* » d'un président « *gamin* », « *ridicule* », « *stupide* », « *scélérat* », « *putschiste* » et « *pathétique* »... Les commentateurs et les opposants (et même quelques alliés) n'ont pas mâché leurs mots dans la presse face au très décapant direct de Jair Bolsonaro. Autant de réactions prévisibles, sinon recherchées, par le chef de l'Etat. En s'en prenant au vote électronique, ce dernier s'est, en effet, délibérément attaqué à une fierté nationale.

Mis en place graduellement à partir de 1996, le vote par urne électronique n'a jamais entraîné la moindre fraude. Il permet, au contraire, la divulgation de résultats fiables et ultrarapides : une performance de taille dans ce pays-continent. La « *plus grande élection informatisée de la planète* », avec 400 000 urnes et près de 150 millions d'électeurs, dispose, par ailleurs, d'un système hautement sécurisé, sur lequel veillent pas moins de quinze institutions étatiques.

Voilà pourtant vingt ans que Jair Bolsonaro, héraut de l'antisystème, bataille contre le vote électronique (et tant pis si lui-même fut élu député puis chef de l'Etat par le biais de ce système...). Pour le prochain scrutin présidentiel, prévu en 2022, ce dernier exige un « *vote imprimé et vérifiable* ». Concrètement : l'émission d'une « copie » papier du vote, permettant un éventuel recomptage manuel des voix.

La mesure a été balayée par les principaux chefs de partis et magistrats, en particulier Luis Roberto Barroso, président du Tribunal supérieur électoral (TSE). « *Nous allons créer le chaos dans un système qui fonctionne très bien !* », a rétorqué ce dernier dès le mois de mai, devenant

instantanément la bête noire des bolsonaristes, traité d'« *ennemi numéro un* » du Brésil et de la démocratie sur les réseaux sociaux. (...)

L'objectif de la séquence est limpide : en chute libre dans les sondages, Jair Bolsonaro est donné largement perdant face à Luiz Inacio Lula da Silva, 75 ans, candidat plus que probable de la gauche à la prochaine présidentielle. En torpillant le vote électronique, le chef de l'Etat compte jeter par avance le discrédit sur la possible victoire de son adversaire ; un « *bandit* » qui ne « *peut gagner que par la fraude* », estime l'actuel président. (...)

Chacun craint désormais un « scénario à la Trump », soit un président populiste et sortant battu, s'accrochant *mordicus* au pouvoir en mobilisant dans la rue ses partisans. Jair Bolsonaro, qui sait les institutions de Brasilia autrement plus fragiles que celles de Washington, n'a ici rien fait pour rassurer : « *Si nous n'avons pas le vote papier en 2022, nous aurons un problème pire encore qu'aux Etats-Unis* », prévenait-il dès janvier 2021.

"Aujourd'hui, la démocratie est menacée au Brésil", L'Express, le 03/08/2018

A quelques jours de la présidentielle, l'ex-ministre des Affaires étrangères de Lula revient sur la crise politique au Brésil, propos recueillis par Catherine Gouëset, avec Marie Naudascher

Le Brésil s'apprête à voter, le dimanche 7 octobre, pour l'un des scrutins les plus controversés depuis le retour de la démocratie dans le pays en 1985. Deux ans après la destitution de la présidente Dilma Rousseff, considérée comme un coup d'Etat par ses partisans du Parti des Travailleurs (PT), le pays est plus divisé que jamais. Un tiers des habitants soutient le parti de l'ex-président Lula da Silva, tandis qu'un autre un tiers lui est farouchement hostile.

Dans un pays rongé par les scandales de corruption, la crise politique et économique a permis l'émergence d'un candidat d'extrême droite, Jair Bolsonaro, en tête dans les intentions de vote au premier tour (28% à 32%). Il est suivi par Fernando Haddad (21% à 23%), le candidat qui a pris la place de Lula, empêché de se présenter à la suite de sa condamnation à douze ans de prison pour corruption. A Sao Paulo, L'Express a rencontré l'ancien ministre des Affaires extérieures (2003-2011) de Lula, Celso Amorim. Il livre son point de vue sur cette crise.

Comment expliquer la virulence du rejet du Parti des travailleurs par une partie de la population ?

Celso Amorim: Elle provient en grande partie de ceux qui n'étaient pas satisfaits de la politique de redistribution des revenus du PT. Maintenant que l'économie est moins prospère, ce sentiment augmente. Des gens riches mais aussi ceux de la classe moyenne craignent de perdre leur identité, cette petite différence qui les sépare des pauvres. Ils voient dans Lula et le PT la cause de leurs problèmes. "Pourquoi dépenser de l'argent avec la *Bolsa familia* [une allocation destinée aux plus démunis qui a sorti 40 millions de Brésiliens de la pauvreté], disent-ils ? Cela aide des gens qui ne veulent pas travailler. Pourquoi établir des quotas à l'université pour des pauvres, des Noirs ? Cela va ôter des places qui normalement seraient pour nous."

Le PT a-t-il commis des erreurs lorsqu'il était au pouvoir ?

Tout le monde en commet. J'en vois deux en particulier. L'absence d'une réglementation des médias. Je ne parle pas de censure, mais de soutenir davantage les médias alternatifs, ceux qui reçoivent peu de publicité. Au Brésil, le système d'aide publique aux médias est proportionnel à l'audience. Un groupe comme Globo [conservateur] possède un pouvoir dominant. Ce n'est pas l'équivalent de CNN. Grâce à ses *telenovelas* (séries), Globo exerce une domination sur l'imaginaire. Pour une partie de la population, les actualités, diffusées entre les *telenovelas*, font partie d'un même univers, un univers très attirant. Mais au moindre geste fait en faveur des sites indépendants, on nous aurait accusé de vouloir "socialiser" la presse.

Autre erreur, celle de ne pas avoir réformé le système électoral. Très coûteux, il accorde beaucoup de poids aux puissances économiques. Il encourage la corruption. Partiellement proportionnel, il alimente une compétition au sein des partis.

Il fallait choisir parmi les priorités. Lula a privilégié les programmes sociaux, la *Bolsa familia*, les bourses et quotas universitaires pour les plus pauvres, une diplomatie multilatérale... Si on avait choisi de mener des réformes concernant les médias ou le système politique, le renversement de Dilma Rousseff [en 2016] aurait sans doute eu lieu plus tôt.

Le PT souffre aussi d'accusations de corruption...

Soyons clairs. Lula n'est pas en prison pour une question de corruption. Les charges contre lui ne sont pas prouvées. Plusieurs juristes internationaux, dont William Bourdon en France, Baltasar Garzon en Espagne, ont estimé la procédure entachée par de "sérieuses irrégularités". L'appartement qu'il est accusé d'avoir reçu [*contre l'attribution de contrats à l'entreprise pétrolière Petrobras*] ne lui a jamais appartenu. Il n'y a pas dormi une seule nuit. Cette affaire a été choisie parce qu'elle permettait aux détracteurs de Lula d'agir vite. En temps normal, entre la sentence et les premiers jugements de la cour d'appel, il faut compter un an et demi. Dans son cas, cela a duré cinq mois. D'autres personnalités politiques, accusées de choses beaucoup plus graves que Lula sont candidats. C'est le cas d'Aécio Neves, par exemple [*Il fait l'objet d'une enquête pour des soupçons de pots-de-vin et sur la possession d'un compte bancaire secret familial au Liechtenstein*]. L'objectif était de condamner Lula assez tôt pour l'empêcher d'être candidat. (...)

Y a-t-il un risque que le Brésil revienne à la dictature?

La démocratie est menacée au Brésil pour la première fois depuis le gouvernement militaire. La forme que pourrait prendre ce danger diffère de ce qu'a été la dictature, dans le contexte de la guerre froide. Aujourd'hui, c'est plus subtil. On en appelle à une partie de l'opinion brésilienne. A ceux qui pensent qu'il faut tuer tous les bandits. Comme Rodrigo Duterte aux Philippines.

Pour autant, je ne crois pas qu'on puisse avoir un coup d'Etat comme par le passé. Aujourd'hui, une partie de l'élite est effrayée par Bolsonaro. Surtout après la Une de *The Economist* [*le 20 septembre, l'influent hebdomadaire libéral britannique a qualifié l'ex-capitaine de "menace pour l'Amérique latine"*]. Ces gens sont préoccupés par leur image à l'extérieur.

Le fait que ces élections sont sous les yeux du monde incite peut-être la bourgeoisie à y penser à deux fois avant de s'engager dans l'aventurisme. Un président comme Bolsonaro, imprévisible, pourrait nuire à l'image du Brésil à l'extérieur. (...)

Que signifierait une présidence Bolsonaro sur le plan diplomatique ?

Il veut remettre en cause la politique extérieure axée sur le multilatéralisme que nous avons instaurée. Il a même parlé de quitter l'ONU, après que la Cour des Droits de l'Homme a déclaré que Lula devrait avoir le droit de participer à l'élection présidentielle, en août. Le commandant de l'armée a accusé l'ONU de vouloir empiéter sur la souveraineté du Brésil. Ce sont des pays comme le nôtre qui sont à l'origine des Nations unies, qui ont besoin du multilatéralisme ! (...)



Une femme indigène tient une banderole où il est écrit « Dehors Bolsonaro » lors d'une manifestation contre un projet de loi controversé sur la réforme agraire organisée devant la Cour suprême, le 30 juin à Brasilia.

L'Association des peuples indigènes du Brésil (APIB) a demandé lundi à la Cour pénale internationale (CPI) d'ouvrir une enquête sur le président Jair Bolsonaro pour « politique anti-indigène », « génocide » et « écocide ». (...)

« Nous pensons qu'au Brésil se produisent actuellement des actions qui constituent des crimes contre l'humanité, [des crimes de] génocide et écocide », écrit l'APIB. « Au vu de l'incapacité dans laquelle se trouve le système actuel de justice au Brésil d'enquêter, d'emprisonner et de juger [les responsables de] ces agissements, nous dénonçons ces actions devant la communauté internationale et saisissons la CPI », a déclaré Eloy Terena, coordinateur juridique de l'APIB.

L'APIB se fonde sur des rapports de chefs et organisations indigènes, des documents officiels, des recherches universitaires et des rapports techniques qui, selon elle, « prouvent qu'une politique clairement anti-indigène et systématique [...] a été planifiée et mise en œuvre sous la direction de Bolsonaro » depuis l'arrivée au pouvoir en janvier 2019 du dirigeant d'extrême droite, et particulièrement pendant la pandémie de coronavirus, un peu plus d'un an plus tard.

Jair Bolsonaro a prôné l'ouverture des terres indigènes et zones protégées d'Amazonie – déjà touchées gravement par la déforestation et la prospection minière illégale – à l'exploitation des ressources naturelles, s'attirant une avalanche de critiques au Brésil mais aussi à l'étranger. Les incursions d'orpailleurs et de bûcherons sont l'un des premiers facteurs de contamination des communautés autochtones par le coronavirus, qui a fait 1166 morts et plus de 57 000 infections parmi les près de 900 000 indigènes, selon l'APIB.

Ces derniers mois, grâce au poids du lobby de l'agronégoce au Parlement, divers projets de loi ont été présentés qui sont jugés très menaçants par les indigènes. Ceux-ci représentent 0,5 % des 212 millions de Brésiliens et leurs terres s'étendent sur 13 % du territoire de l'immense pays. L'un de ces projets de loi, déjà approuvé par la Chambre des députés et qui doit être soumis au Sénat, modifie les règles existantes de démarcation des terres indigènes.

En janvier dernier, le cacique Raoni Matuktire, défenseur emblématique de la forêt amazonienne, avait déjà demandé à la CPI d'enquêter pour « crimes contre l'humanité » contre Jair Bolsonaro, accusé de « persécuter » les peuples autochtones en détruisant leur habitat et bafouant leurs droits fondamentaux.

Bolsonaro contre vents et marées

BRÉSIL Malgré les ravages de la pandémie, les feux en Amazonie et les procédures judiciaires à son encontre, le président brésilien reste très apprécié dans son pays.

Sarah Maslin, correspondante au Brésil, *The Economist* (extraits)

En 2021, le chemin sera étroit pour le président du Brésil, Jair Bolsonaro, s'il entend sauver l'économie sans y laisser sa popularité. Sur la scène internationale, l'épidémie de Covid-19 a conforté sa réputation de paria. Alors que le Brésil décrochait une sinistre 2^e place mondiale en nombre de victimes, le président rétorquait à un journaliste : "Et alors ?" Dans son pays, pourtant, beaucoup semblent s'habituer à sa personnalité provocatrice. Sa famille a beau accumuler les scandales et l'Amazonie être livrée aux incendies, sa cote progresse auprès de ses compatriotes.

Il le doit notamment à un généreux plan d'aide versée aux Brésiliens les plus pauvres, d'un montant mensuel de 600 reais [95 euros] au début de la pandémie, passé à 300 reais [47 euros] à partir de septembre et jusqu'à la fin de 2020. Ce fut une vraie volte-face pour le ministre de l'Économie, le très libéral Paulo Guedes, qui s'était engagé à sortir le Brésil d'une récession précédente (2014-2016) par des coupes claires dans les dépenses. Ses réformes ont été reportées afin de faire face au Covid-19.

En 2021, les marchés risquent d'être moins indulgents. Toute nouvelle dépense non assortie de mesures d'économie ou de réformes rapprochera l'État brésilien de la faillite. En 2020, la dette publique a bondi, passant de 76 % à près de 95 % du PIB. La fin du plafonnement des dépenses publiques instauré en 2016, quoique peu probable, déclencherait une crise de confiance sur les marchés. Et la démission de Paulo Guedes.

Or, la disparition du filet de sécurité mis en place pendant la pandémie entraînera automatiquement une hausse de la pauvreté, et une chute de Bolsonaro dans les sondages. Après les élections municipales de 2020, les partis d'opposition auront en ligne de mire la présidentielle de 2022. Pour ne pas passer pour un grippe-sou, Jair Bolsonaro devra donc compenser ses réformes économiques par des mesures qui caressent son électorat dans le sens du poil.

Une refonte du byzantin Code des impôts allégerait les coûts des entreprises, séduirait

les investisseurs étrangers et soutiendrait les créations d'emplois. Sa réussite dépendra largement du bon vouloir du *centrão*, ce bloc de partis de centre droit au Congrès qui, en 2020, s'est mis à voter à l'unisson des bolsonaristes (grâce, d'ailleurs, à des manœuvres clientélistes comme les a tant décriées le président).

Le chef de l'État pourrait aussi se lancer dans des chantiers plus idéologiques, comme l'extension du port d'armes, ou la sape des mesures de protection de l'environnement. De quoi contenter sa base conservatrice et le puissant bloc des parlementaires BBB (pour bœuf, balles et Bible), défenseurs de l'agroalimentaire, du lobby proarmes et des Églises évangéliques.

L'année 2021 ne sera pas plus clémente pour l'Amazonie que les deux précédentes, et les incendies continueront d'y faire des ravages,

tout comme dans les zones humides du Pantanal. C'est presque un phénomène inévitable tant il est favorisé par la conjugaison du changement climatique et d'une déforestation toujours croissante. D'autant que le cours élevé de l'or a entraîné une explosion de l'orpaillage clandestin. Le gouvernement de Bolsonaro incitera le Congrès à légaliser cette pratique sur les réserves indigènes, et pendant que le monde politique se déchire autour de ce projet de loi controversé, chercheurs d'or et coupeurs de bois continueront d'envahir des terres.

Les pressions des investisseurs étrangers pousseront peut-être les gros producteurs de bœuf et de soja à lutter contre les mauvaises pratiques dans leurs chaînes d'approvisionnement. Mais le discours de Jair Bolsonaro, lui, n'est pas près de verdier. Joe Biden dénoncera le vandalisme écologique du Brésil, mais n'ira sans doute pas jusqu'à prendre des sanctions.

Le Congrès brésilien sera une fois encore à la manœuvre pour faire avancer les initiatives

Le président brésilien n'est pas près de verdier son discours.

les plus ambitieuses. En 2020, il a ainsi engagé une réforme attendue de la réglementation sur l'assainissement, désormais ouvert aux investissements privés, ainsi qu'une refonte du principal mécanisme de financement de l'enseignement public, rendu plus favorable aux écoles les moins bien dotées.

À moins d'un effondrement de sa cote de popularité, Jair Bolsonaro peut compter sur le *centrão* pour le protéger de toute procédure de destitution. Avec l'entrée à la Cour suprême de deux nouveaux magistrats qu'il a désignés, le président peut aussi espérer ralentir les enquêtes ouvertes sur lui et ses fils. Flávio, sénateur pour l'État de Rio de Janeiro, est soupçonné de blanchiment et de liens avec le banditisme. Carlos et Eduardo, eux aussi engagés en politique, sont également dans le collimateur de la justice pour leur rôle dans une "usine à fake news" en ligne. Et le Tribunal suprême fédéral a ouvert une enquête contre le chef de l'État lui-même pour obstruction à la justice, après que Sérgio Moro, son ancien ministre de la Justice, a claqué la porte en accusant le président d'avoir renvoyé le directeur de la police fédérale pour protéger ses proches.

Et pourtant, assurent les sondages, en dépit des scandales et des outrances, si la présidentielle avait lieu demain, Jair Bolsonaro serait réélu. Reste que d'ici à 2022, le chemin est long, et semé d'embûches.—



↳ Dessin de Cau Gomez, Brésil.

« L'Etat, ici, il rentre, il tue, et il repart » : une favela de Rio sous le choc après une descente de police sanglante, *Le Monde*, 08/05/21.

Du sang, il en a coulé beaucoup ce 6 mai à Rio : au moins 29 personnes (dont un policier) ont été tuées lors de l'assaut donné par la police dans le bidonville de Jacarezinho, situé dans le nord de la métropole, soit le bilan humain le plus élevé jamais enregistré pour une opération de ce type dans la ville. Ici, on a vite donné à l'événement le titre de *chacina*, c'est-à-dire de carnage ou de bain de sang.

L'assaut a commencé vers 6 heures, au moment où les quelque 40 000 habitants de la favela sortent dans la rue pour se rendre au travail. Deux cents membres de la police civile pénètrent alors dans le bidonville, appuyés par des blindés et des hélicoptères. Des coups de feu sont échangés et, rapidement, la situation dégénère. Un policier est tué d'une balle dans la tête et l'opération antidrogue se transforme en vendetta. Les forces de l'ordre se ruent dans les ruelles, poursuivent les trafiquants et mitraillent à tout-va. Un métro aérien, longeant la favela, est atteint par les balles perdues. Deux passagers sont blessés.

Les rues se remplissent de cadavres ensanglantés. Des jeunes hommes, noirs ou métis, en bermuda, marcel ou maillot de foot – autant de scènes effroyables, photographiées, filmées et diffusées en temps réel et en masse sur les réseaux sociaux de Rio. Certains, selon les familles des victimes, auraient été tués à l'arme blanche. Vite dépassés, les trafiquants battent en retraite. La fuite se fait par les maisons, en sautant de toit en toit, les fusils tenus à bout de bras. Des témoins disent avoir vu les forces de l'ordre tirer depuis les hélicoptères.

La police décide de poursuivre les fuyards jusqu'au bout et envahit les logements. Et la barbarie continue : les supposés trafiquants sont abattus dans les cuisines et parfois jusque dans des chambres d'enfants. « *Ils en ont exécuté trois, ici, dans notre salon !* », explique Miguel, 47 ans, qui reçoit chez lui, sur les lieux du drame. « *Ces gamins, ils étaient pourtant à terre, désarmés, ils disaient qu'ils voulaient se rendre. Mais ils les ont tués quand même... C'était affreux, il y avait des gros bouts d'être humain, des organes, du foie, partout sur le sol... On a dû tout ramasser et tout laver nous-même avec des chiffons* », décrit Miguel, épouvanté.

Etat de choc

L'opération sème la terreur durant neuf longues heures dans la favela. Vendredi, le jour d'après, Jacarezinho conservait les stigmates des combats : des douilles dorées brillent un peu partout au fond des flaques d'eau de pluie. Portes et murs sont criblés d'impacts de balles, parfois par grappe de dizaines. Ça et là, des vitrines de commerces gisent au sol, en mille morceaux, explosées par les grenades de la police. Dans les logements, malgré un lavage aux grandes eaux, on n'est pas encore parvenu à faire partir toutes les taches de sang coagulé.

Le bidonville est en état de choc, sidéré par le déchaînement de violence. Les commerces ont rouvert, certes, mais les rues sont silencieuses, apeurées. « *Ne mentionnez pas notre nom dans votre article. La police va vouloir se venger, c'est sûr* », supplie un habitant, inquiet des représailles. Plus loin, le long d'une allée commerçante, surgit une femme noire, les yeux baignés de larmes. « *Pourquoi avoir fait ça ? Pourquoi avoir tué nos enfants ?* », hurle-t-elle. Les passants l'évitent, le regard fermé.

Officiellement, selon la police, l'opération visait à affaiblir le Comando Vermelho (« commandement rouge », CV), le plus puissant groupe de trafiquants de drogue de Rio, qui domine le quartier. Il s'agissait de saisir des armes, « neutraliser » quelques chefs. Mais le bilan de la journée s'avère aussi lourd en vies humaines que léger en prises de guerre : l'opération a permis la saisie de seulement seize pistolets, sept fusils, douze grenades et une mitraillette. Une broutille. Sur les vingt et un trafiquants officiellement recherchés par la police dans la favela, seuls trois ont été faits prisonniers et trois autres ont été tués.

« *L'Etat, ici, il rentre, il tue, et il repart. On n'est pas considéré comme de vrais citoyens !* », s'insurge Leonardo Pimentel, 34 ans, jeune président de l'association des habitants de la favela. Avec d'autres figures locales, il s'est réuni ce 7 mai dans l'école de samba de Jacarezinho, située à l'entrée du quartier. Dans ce gros hangar, battu par la pluie, survolé par des lignes de train, on se reconforte autour d'un peu de café et de rares sourires.

« *Personne ne s'attendait à une telle opération. C'est incompréhensible !* », ajoute Leonardo. Et pour cause : en juin 2020, une décision du Tribunal suprême fédéral, plus haute instance judiciaire du pays, a suspendu, sauf cas exceptionnels, les opérations de police dans les favelas pour toute la durée de l'épidémie de Covid-19. Mais l'acte a été peu suivi d'effets : en un an, selon le site d'information *G1*, au moins 944 habitants de Rio seraient morts durant des interventions de la police.

« **D'autres opérations viendront** »

Cette dernière balaie les critiques. Les 27 victimes civiles de la favela sont « *des trafiquants qui ont attenté à la vie de policiers et ont été, pour cela, neutralisés* », ont soutenu vendredi, lors d'une conférence de presse, les chefs des forces de l'ordre locales. L'opération, préparée « *depuis dix mois* » serait un franc succès. « *Il faut arrêter avec ce discours (...) qui fait passer ces criminels pour des victimes* », a même lancé Rodrigo Oliveira, haut responsable de la Coordination des ressources spéciales (CORE), l'unité d'intervention de la police civile de Rio.

Ces déclarations ont provoqué la colère d'une large partie des Cariocas. « *[Les jeunes de favelas] meurent, des générations sont en train d'être perdues et des familles détruites !* », a dénoncé sur Twitter Marcelo Freixo, député fédéral de Rio et membre du Parti socialisme et liberté (PSOL, gauche), très investi sur les questions des violences policières, évoquant des « *innocents assassinés* ». Dans la soirée de vendredi, plusieurs manifestations, rassemblant quelques milliers de personnes, ont eu lieu dans la favela.

Mais pour la police la plus sanglante du monde (3 habitants tués en moyenne par jour à Rio, soit 1 239 pour l'année 2020 : davantage que pour tous les Etats-Unis), pas question de changer de méthode. Les forces de l'ordre bénéficient du soutien du gouverneur de l'Etat, Claudio Castro, marqué à droite, jusqu'au chef de l'Etat, Jair Bolsonaro. Vendredi, le vice-président, Hamilton Mourao, a estimé que les morts civils de Jacarezinho étaient « *tous des bandits* ».

La justice est saisie pour juger d'éventuelles exécutions arbitraires. Mais les corps des victimes ont été très rapidement retirés par les forces de l'ordre (parfois dans de simples draps), entravant la collecte de preuves... A Jacarezinho, l'assaut terminé, le trafic de drogue a immédiatement repris ses droits. Le jour d'après ressemble au jour d'avant. « *Les investigations continuent. D'autres opérations viendront* », a menacé le chef de la police, Rodrigo Oliveira.